

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine  
BP 50520  
83000 Toulon

Marseille, le 24/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES**

CS 70 037 - ZI Consacs  
458 Bd Bernard Long  
83175 Brignoles cedex  
83170 Brignoles

Références : D-UD83-2023-0461

Code AIOT : 0006400245

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES implanté lieux dits "L'éouviere", "clos pouri" et "demi semences" CD 54- communes de La Motte et Callas 83830 Callas. L'inspection a été annoncée le 18/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES
- lieux dits "L'éouviere", "clos pouri" et "demi semences" CD 54- communes de La Motte et Callas 83830 Callas
- Code AIOT : 0006400245
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOMECA exploite actuellement une carrière de roche massive et des installations de traitement des matériaux au lieu-dit « La Catalane » sur les communes de Callas et La Motte.

La carrière est classée à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et son activité est réglementée par l'arrêté préfectoral du 14/03/2012 modifié par les APC du 11/09/2014, du 27/04/2018 et du 14/11/2023.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11.2.B	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 3	/	Sans objet
3	Rapport activités	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 8.9	/	Sans objet
4	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 8.13	/	Sans objet
5	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 16.1	/	Sans objet
6	niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 15.4	/	Sans objet
7	Pollution atmosphérique	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 8.3	/	Sans objet
9	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 7	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant prenait les dispositions nécessaires au respect des dispositions réglementaires contrôlées lors de l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rejets d'eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11.2.B
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux susceptibles d'être polluées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 07/08/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 16/09/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>"Les eaux de ruissellement provenant des aires de stationnement, d'entretien et de ravitaillement des engins et des camions sont collectées et reliées à des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique avant d'être rejetées au milieu naturel.</p> <p>Les eaux rejetées devront respecter les valeurs maximales suivantes :</p> <p>Ph compris entre 5,5 et 8,5 ;</p> <p>Température &lt; 30°C ;</p> <p>MEST (NFT 90 105) &lt; 35 mg/l ;</p> <p>DCO (NET 90 101) &lt; 125 mg/l ;</p> <p>Hydrocarbures (NET 90 114) &lt; 10 mg/l</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NET 90.034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures,</p> <p>aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>Les eaux rejetées font l'objet d'une analyse annuelle portant sur les paramètres pH, MEST, DCO,Hydrocarbures totaux. Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur.</p>
<b>Constats :</b> <p>La dernière analyse des rejets d'eaux date de septembre 2024.</p> <p>Les valeurs mesurées sont inférieures aux valeurs limites réglementaires .</p> <p>Les prochaines analyses sont programmées pour fin septembre 2025.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Le nettoyage et l'entretien des séparateurs doit être effectué régulièrement afin de maintenir leur efficacité et éviter des teneurs non conformes constatée sur le rejet N° 1</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Production et installations traitement

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes de traitement relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément au tableau ci-dessous :</p> <p>"Tableau des activités Installations Classées"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour 2024, l'exploitant a déclaré:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une production (830 363 t) inférieure à la production maximale autorisée (1 250 000 tonnes ).</li> <li>- une durée de fonctionnement (13 jours) de l'installation de traitement mobile inférieure à la durée maximale autorisée ( 2 mois)</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Rapport activités**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 8.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport annuel 2024</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant le 31 mars de chaque année, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un rapport auquel seront annexés les plans et les bilans des mesures imposées par le présent arrêté...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport d'activité 2024 a été adressée à l'inspection le 15/03/2025. Le plan topographique à jour et les rapports de mesures de poussières et de niveaux sonores ainsi que les analyses des rejets d'eaux sont joints au rapport .</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Suivi écologique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 8.13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport annuel 2024</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations et leur annexes, objet du présent arrêté , sont disposées, aménagées et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers (demande d'autorisation d'exploiter, demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées, demande d'autorisation de défrichement) déposés par l'exploitant.</p>

<p>L'exploitant rendra compte de la mise en œuvre des mesures (éviter, atténuer et compenser) définies dans son étude d'impact et dans les différents dossiers déposés susvisés.</p> <p>Il transmettra avant le 31 mars de chaque année à l'inspection des installations classées et au Service Biodiversité, Eau et Paysage de la DREAL un rapport présentant l'état d'avancement de cette action et les éventuelles adaptations qui auront été nécessaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport 2024 présentant l'état d'avancement des mesures de suivi et de protection de la biodiversité a été fourni à l'inspection et aux autres services administratifs compétents le 15/03/2024</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Tirs de mines

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 16.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de vibrations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.</p> <p>On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments. Le respect des valeurs limites fixées ci-dessus est vérifié au moins une fois par an. L'emplacement des points de mesure sera défini en concertation avec l'inspection des installations classées et les membres du comité de suivi prévu à l'article 8.12 du présent arrêté.</p> <p>Les résultats de ces mesures seront conservés sur le site et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Le bilan des résultats est joint au rapport annuel prescrit à l'article 8.9 du présent arrêté et présenté au comité de suivi.</p> <p>En outre, le respect des valeurs limites est assuré dans les constructions existantes à la date de signature du présent arrêté ainsi que dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de signature du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les dernières mesures de vibration ont été réalisées lors du tir du 15/01/2025 sur 5 constructions avoisinantes.</p> <p>Les résultats font apparaître des vitesses ( 0,4 mm/s maxi) de vibration inférieures au seuil réglementaire des 10 mm/s.</p> <p>Le rapport de mesures est fourni à l'inspection .</p> <p>La prochaine mesure sera réalisée en 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : niveaux sonores

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 15.4</p>
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesures niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant devra faire réaliser dès le début d'exploitation une mesure des niveaux sonores (carrière et installation de traitement) par une personne ou un organisme qualifié. Un contrôle des niveaux sonores sera ensuite réalisé tous les 3 ans. Les résultats des mesures (émergence et niveaux de bruit en limite de propriété) sont tenus à disposition de l'inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b>  Les dernières mesures de niveaux sonores ont été réalisées en octobre 2023 . Les valeurs mesurées sont inférieures aux seuils réglementaires concernant l'émergence et le niveau de bruit en limite de site .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m <sup>2</sup> /jour.9/10L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
<b>Constats :</b>  Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Les mesures de retombées sont réalisées tous les semestres Le dernier rapport fourni concerne le deuxième semestre 2024 L'objectif de 0,50 g/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante est respecté
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, modalités d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation est conduite suivant la méthode décrite dans le dossier de demande.

<p>Les modalités suivantes seront respectées :</p> <p>"...</p> <p>- Aucune extraction ne sera réalisée sous la côte 177 NGF dans la zone Nord Est, 190 NGF dans la zone Nord Ouest et 205 NGF dans la zone Sud Ouest, conformément au plan de zonage joint en annexe n° 7 au présent arrêté..."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A l'examen du plan topographique du 02/12/2024 fourni, il en ressort qu' aucune extraction n'est réalisée sous la côte 177 NGF dans la zone Nord-est sous la cote 190 NGF dans la zone Nord-ouest et sous la cote 205 NGF dans la zone Sud-ouest, conformément au plan de zonage joint en annexe n° 7 de l'AP d'autorisation du 14/03/2012.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Clôtures et barrières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès et signalisation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation est installée sur le pourtour de la zone d'extraction et de toute zone dangereuse. Des pancartes signalant le danger sont apposées, d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux et d'autre part à proximité des périmètres clôturés. L'entrée de l'exploitation sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté sur la portion parcourue , la présence d'une clôture solide et efficace. Des pancartes signalant le danger sont apposées sur la clôture. L'entrée de l'exploitation est équipée d'un portail métallique interdisant l'accès en dehors des heures d'ouverture.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>